L'ANALYSE PROSPECTIVE DE LA FILIÈRE FRANÇAISE DES FRUITS ET LÉGUMES LES MODES D'APPROPRIATION PAR LES ACTEURS : LE POINT DE VUE D'UN RESPONSABLE PROFESSIONNEL.

par Daniel **Sauvaitre**[1]

Mesdames et messieurs,

C'est avec grand plaisir, mais aussi avec une certaine appréhension, que j'interviens devant votre docte assemblée aujourd'hui pour vous faire part de **mon expérience des travaux de prospective pour les fruits et légumes** conduits à la demande des familles de l'interprofession (Interfel) sous l'égide de FranceAgrimer.

J'ai en effet eu le bonheur d'être coopté aux côtés de 18 autres participants pour faire un état des lieux de la production, de l'expédition, de la distribution et de la consommation des fruits et légumes en France. Pour déceler ensuite **les déterminants à l'œuvre et ces fameux signaux faibles** dont on anticipe qu'ils ont vocation à infléchir, voire à révolutionner le cours des choses. Et enfin, pour écrire à partir d'une foultitude d'hypothèses **5 scénarii prospectifs plausibles pour les fruits et légumes** de l'hexagone. Nous nous sommes réunis pour cela **17 fois entre octobre 2009 et octobre 2011.**

Mais il était aussi attendu que ce travail prospectif soit suivi d'une **mobilisation professionnelle forte pour se choisir un avenir** et tout mettre en œuvre ensuite pour qu'il devienne réalité.

Plus de quatre ans après la dernière réunion du groupe d'animation et à l'aune de ce qui s'est passé depuis, il est devenu possible de porter **un regard critique sur les scénarii obtenus**. Tout comme il est maintenant utile **d'évaluer rétrospectivement l'appropriation qui en a été faite** par les professionnels et d'en expliquer les raisons.

Je suis moi-même ce qu'il est convenu d'appeler un professionnel. **Je suis agriculteur, arboriculteur et viticulteur en Charente**. Comme tout entrepreneur, petit, moyen ou grand, j'ai été amené très tôt pour **élaborer une stratégie** à commencer par quelque chose qui s'apparente à de la prospective. Intuitivement au début, puis un peu plus méthodiquement ensuite.

La stratégie pour une entreprise, cela consiste à **analyser son environnement en termes de menaces et d'opportunités**. A évaluer ensuite **ses propres forces et faiblesses pour y faire face**. Et puis de faire **le pari d'une offre de produits et de services**, si possible innovante, qu'il parait pertinent de développer sur le marché. Reste alors à **élaborer et à mettre en œuvre un plan**

[1] Président de l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP).

d'action. Les **résultats** viennent ensuite inévitablement **sanctionner ou valider l'analyse et les choix opérés**.

C'est à partir d'un processus de ce type que mon entreprise familiale a fait le choix par exemple dès les années 80 de développer la production d'une variété de pommes obtenue par l'INRA en 1957, **Belchard Chantecler** et de l'associer à une origine géographique et à une marque.
Mais c'est aussi selon ce mode opératoire **que l'Association Nationale Pommes Poires** a défini dès sa création en 2008 son **offre différenciatrice pour motiver l'adhésion** des producteurs après que cette dernière soit devenue parfaitement libre avec la fin des comités économiques. Largement réunis et fédérés ils peuvent ainsi mener ensemble les actions collectives qui leur sont nécessaires. La Charte Qualité des pomiculteurs de France et la communication sur l'identifiant Vergers Ecoresponsables sont issues **d'une réflexion stratégique qui incluait forcément un embryon d'analyse prospective.**
Dans le deux cas que je viens de citer, l'analyse prospective, limitée j'en conviens, sous-tend la volonté d'un acteur économique de **faire un pari éclairé sur l'avenir et d'en assumer le risque**.
Les travaux d'analyse prospective conduits par FranceAgrimer auxquels j'ai participé relèvent d'un **projet d'une nature assez différente**. Interfel, le commanditaire, est **un lieu d'analyse et de débat** ou se négocient des accords qui peuvent avoir force de loi entre les représentants des différents maillons de la filière des fruits et légumes. C'est aussi un lieu où s'élabore la communication collective pour promouvoir la consommation de ces mêmes fruits et légumes. Et depuis peu c'est au sein d'Interfel que se décident le budget et les orientations de l'expérimentation conduite par le CTIFL.
Mais c'est une association qui par nature n'est pas fondée à se substituer aux choix stratégiques des acteurs économiques et politiques de la filière ou de leurs représentants. **Le champ du consensus est on le comprend forcément plus limité.**
C'est donc à un **exercice intellectuel à finalité opérationnelle incertaine** à laquelle, comme mes collègues, j'ai participé. Etant entendu que la cellule d'animation composée de participants choisis pour leur expertise n'avait **aucunement vocation à devenir maître d'ouvrage d'un projet stratégique** à partir des scénarii prospectifs élaborés.
Nos réunions étaient passionnantes. Notre champ d'investigation était immense. Les multiples témoignages recueillis nous ont permis au fil des deux ans d'échanges d'assez bien appréhender ensemble l'état initial du paysage des fruits et légumes en France, de percevoir les innovations, les signaux faibles et forts et les puissants déterminants à l'œuvre. Le document publié par FAM qui compile toutes les données sur lesquelles nous avons travaillé en témoigne.
Mais qui trop embrasse mal étreint, c'est bien connu. Et, si chacun des participants au fil de nos échanges affinait ses intuitions dans son domaine de prédilection, pour produire des scénarii prospectifs globalisants **SYSPHAMM** était vraiment le bienvenu.
C'est ainsi qu'à partir de 32 de micro-scénarii, 5 scénarii ont été écrits. Ils ont des noms évocateurs: **triomphe du fonctionnel, proximité éco-conditionnelle, seul le transformé résiste, le service limité en frais et des fruits et légumes présents partout.**
En fonction de l'intensité prise par les déterminants et les signaux faibles détectés, en prospective **chaque scénario peut donc devenir réalité**. Alors, devenus conscients de ce qui nous pend au nez si nous ne nous impliquons pas fermement pour celui que nous préférons ce sera un autre scénario, ou une combinaison entre plusieurs, qu'il nous faudra subir.
Il faut bien reconnaître que face à ces scénarii issus de nos travaux, le professionnel extérieur à la démarche est un peu dans la situation **d'une poule qui a trouvé un couteau**. Une fois bien comprise la méthode suivie et admises les hypothèses plausibles de ce que peut être l'avenir des fruits et légumes dans notre pays, chacun au mieux évalue ce qui lui semble être l'hypothèse la plus

probable et s'interroge sur la stratégie à adopter en conséquence, pour lui-même ou pour l'organisation dont il est membre.
En revanche aucun professionnel n'imagine concrètement que l'ensemble des acteurs concernés, depuis le politique en passant par le chercheur, le producteur, l'expéditeur, le distributeur, jusqu'au consommateur se choisisse son projet d'avenir et le fasse devenir réalité. Justement parce que c'est **la dialectique des émulations et des compétitions dans un cadre politique mouvant qui fait l'histoire**. Et aucune prospective n'a émis l'hypothèse qu'une vision commune des décideurs était envisageable.
A mon sens le premier enseignement qui s'est vérifié avec nos travaux, c'est qu'une analyse prospective trouve sa pleine utilité quand celui ou ceux qui s'y adonnent en déduisent un parti pris pour l'action. Ce que notre groupe de travail n'était pas prévu pour faire. L'offre prédigérée pour autrui ne s'est pas révélée efficiente. En la matière, **Interfel et FAM porteur** pour des décideurs extérieurs **rompt le continuum nécessaire à la fertilité envisagée pour une prospective.**
En revanche, puisqu'il s'est passé **un peu plus de quatre ans maintenant** depuis que les hypothèses de scénario ont été émises, il est déjà possible de les revisiter. Voyons quelles sont **les tendances qui se sont affirmées depuis**.
A ce jour, **les étals sont toujours achalandés** avec des fruits et légumes de France et une partie de la production est toujours transformée. L'ensemble de la production continue malheureusement de s'éroder légèrement. En revanche, la production et la consommation des fruits et légumes **sous label de qualité, dont fortement AB (agriculture biologique), augmente assez régulièrement**. En revanche aussi, des projets de reconquête du marché intérieur ou de développement de l'exportation pour tel ou tel fruit ou légume tentent d'inverser la tendance.
Tout au long de la chaine, du producteur au consommateur, en passant par l'entreposage, l'expédition, le transport, la transformation, la distribution, la restauration collective, **tous les opérateurs améliorent leur process, leur productivité, leur efficience**. Les modes de production évoluent. Les équipements et les outils de mécanisation se sophistiquent, se modernisent. Le numérique et la haute technologie sont partout. L'aide à la décision gagne du terrain. La précision progresse. Les intrants sont optimisés.
Du champ à l'assiette **la compétition économique pousse à la créativité**, à la diversité, à la performance agronomique, qualitative, technologique, logistique, managériale et commerciale. Le marché s'enrichit de nouveaux produits, de nouvelles variétés, de nouveaux conditionnements et de nouveaux modes de distribution. De nouveaux outils à la maison donnent de la praticité aux fruits et légumes frais. Les nutritionnistes en vantent les mérites. Les cahiers des charges de production se durcissent. Sécurité sanitaire et traçabilité sont assez parfaitement assurées jusqu'à l'expédition. L'origine France s'affirme et est de plus en plus soutenue.
Un double mouvement économique est en marche. Regroupements, **alliances,** agrandissement des exploitations et des entreprises pour plus de massification d'un côté et multiplication des fermes tournées vers les consommateurs, des points **de vente de proximité et des circuits courts** de l'autre.
Les schémas éclatent et l'ubérisation se glisse aussi dans les relations entre la production, la distribution et la consommation des fruits et légumes.
L'irrégularité de productions qui restent complexes à maîtriser tout comme les variations de consommation liées au temps qu'il fait se traduisent toujours par **des cours erratiques imprévisibles. Les crises conjoncturelles sont récurrentes.**
Le monde économique ne cesse d'étonner. Un maraicher, un arboriculteur, une coopérative, une entreprise, un distributeur, un détaillant encore en vie est nécessairement un compétiteur très performant.
Est-ce à dire que tout va enfin **pour le mieux dans le meilleur des mondes possible**?

Il suffit de nous intéresser maintenant aux **orientations prises par le monde médiatique, politique, législatif, réglementaire, normatif** dans lequel s'inscrit la production de fruits et légumes pour comprendre que non. Que l'optimum n'est pas atteint.
La production de fruits et de légumes, comme la plupart des productions agricoles, utilise des **produits phytosanitaires** pour contrôler les maladies et les ravageurs. Une orientation très forte vers la production intégrée a été prise dès le début des années 90 et des avancées significatives ont été réalisées pour privilégier le bio contrôle, les prophylaxies, les tolérances variétales et le concours des prédateurs naturels. **Le champ du possible en la matière s'est restreint significativement** en dehors de nouvelles propositions techniques attendues.
Paradoxalement, c'est au moment où l'on constate une certaine adéquation entre les connaissances et les bonnes pratiques que **la dénonciation de l'agriculture intensive s'exacerbe**. Les ONG comme Générations Futures, Greenpeace, France Nature Environnement, les politiques de tous bords, certains noms de la recherche même, ont fait des **pesticides,** avec le concours de presque tous les médias, la **question centrale de la protection de l'environnement et de la santé**.
Paradoxalement encore, ce qui devait se traduire par une intensification de la recherche et de l'expérimentation pour poursuivre les progrès déjà réalisés a plutôt conduit à **une déconnexion dommageable des trajectoires des deux mondes**. Celui de la production d'un côté et de l'autre la sphère publique, para publique, politique et administrative qui l'encadre.
Le mot d'ordre du plan Ecophyto 2018 puis 2025 maintenant de **réduction de 50% d'utilisation des pesticides** à périmètre de production constant à l'issue du Grenelle de l'environnement en 2008 a provoqué une réaction en chaine contreproductive dont les effets n'ont pas fini de se faire ressentir.
Quand le sage montre **l'horizon complexe et mouvant de la production intégrée**, agro écologique, écologiquement intensive, l'imbécile cherche encore **l'introuvable unité de mesure**.
Depuis les **IFT, Nodu et maintenant les improbables CEPP** (Certificats d'économie phytosanitaires), tous les moyens et l'énergie publique et para publique ont été mobilisés pour tenter de mesurer le problème et inciter à plus de vertu les producteurs. Les solutions en stock étant de fait considérées comme suffisantes. Les acteurs privés se débattent donc seuls et du mieux qu'ils peuvent sans assistance utile de la sphère publique tournée de plus en plus vers la **satisfaction unilatérale du dogme politique énoncé**. Ils sont donc devenus dangereux pour les acteurs privés qui sont soumis à **l'obligation de résultat économique.**
Puisque les produits phytosanitaires sont dangereux et qu'il faut en diminuer l'utilisation. Et puisque les agriculteurs n'obtempèrent pas à ce qui leur est demandé, **le plus simple est donc d'en réduire le nombre et pour cela d'en interdire le plus possible**. Du glyphosate aux néonicotinoïdes en passant par les perturbateurs endocriniens après bien d'autres, les interdictions en chaine sont programmées.
Seuls les **produits naturels utilisés en Agriculture Biologique échappent** encore à la même évaluation drastique de la toxicité.
La **lutte contre le gaspillage** alimentaire appliquée aux fruits et légumes est un autre exemple de la culture politique hors sol qui prospère. Là où **les pertes au champ ou au verger** menacent de s'amplifier par la perte des moyens de protection contre les maladies et les ravageurs, comme c'est le cas aujourd'hui pour la cerise, le législateur se mêle plutôt de vouloir **réduire par la loi et les réglementations le gaspillage** après récolte. C'est-à-dire à partir du moment où le coût économique pour tous les acteurs de la filière jusqu'au consommateur est un moteur puissant et indépassable pour réduire le gaspilage. Et malgré les efforts promotionnels politiques insistants réalisés dans ce cadre, **les fruits et légumes moches et tordus ne se vendent toujours pas** à un prix rémunérateur.
La production de fruits et de légumes nécessite **de l'eau pour irriguer**. A l'heure du **réchauffement climatique**, **le stockage de l'eau** excédentaire de l'hiver est une absolue nécessité

pour augmenter les apports qui sont et seront de plus en plus nécessaires durant la saison chaude. Pourtant l'empilement des réglementations et des droits de recours a conduit de fait à **l'impossibilité durable de créer** de nouvelles réserves.
La **préservation des terres agricoles** est devenue un objectif majeur des documents d'urbanisme. Cependant, l'instauration par arrêtés de périmètres de protection pour l'application des produits phytosanitaires autour des lieux d'accueil des publics sensibles peut les réduire nettement. Le maraichage et l'arboriculture sont concernés. La jurisprudence conduira nécessairement à ce qu'il soit reconnu que chaque habitation héberge par définition un public sensible. C'est donc autour de l'ensemble des habitations qu'un périmètre de sécurité sans culture sera institué.
La liste est loin d'être exhaustive des **freins techniques** à la production de fruits et légumes qui se multiplient **en France bien plus qu'ailleurs**.
Du côté des **soutiens publics**, depuis nos travaux de prospective qui en évoquaient le rôle plutôt vertueux, que percevons-nous.
La production de fruits et de légumes a du rendre à l'Etat avec intérêts les aides illégales que ce dernier lui avait octroyées 15 ans plus tôt dans le cadre des plans de campagne sans en informer la commission européenne. Puisque dans ce domaine c'est **l'organisation commune des marchés de l'Europe** qui fixe les règles.
L'apport d'un soutien de 4.2% de la valeur de la production commercialisée des organisations de producteurs se fait au prix d'un système complexe administrativement et sévèrement contrôlé. Sa principale vertu est d'inciter au **regroupement et à la cohésion des producteurs**. Le volume potentiel de ces aides n'est cependant toujours pas pleinement optimisé.
L'exemple du programme européen d'incitation dès l'école primaire à la consommation de fruits est un modèle du genre. Depuis six ans maintenant la France n'a quasiment rien utilisé de l'argent qui lui est alloué pour cette fin. Alors que nombre d'autres pays d'Europe en captent la totalité. Malgré un nombre incalculable de réunions et les injonctions répétées du ministre le miracle ne se produit toujours pas.
Les avis sont partagés sur la question. D'un côté ceux qui considèrent que la France doit à son tour **réussir à prendre l'aide**. De l'autre, ceux bien plus rares et dont je fais partie, qui s'interrogent sur ce paradoxe qu'il y a **promouvoir les circuits courts pour les fruits et légumes** et des **circuits si longs pour l'argent du contribuable aussi** parent d'élève quand il s'agit simplement de faire **croquer une pomme** à 10 heures à l'école à leurs chères têtes blondes.
Et puis, les autres soutiens publics qui s'adressent à la recherche, à l'expérimentation ou aux chambres d'agriculture s'accompagnent d'une commande politique qui doit être servie prioritairement. Ce qui sert bien peu au progrès et à l'économie.
Tout cela pour vous dire qu'à mon sens **Ubu est roi**. Et que malgré nos travaux de prospective qui en avaient envisagé le risque, il n'a pas été possible **d'en empêcher l'avènement**.
Ubu est roi. Mais nous savons aussi maintenant qu'**Uber lui dispute le trône**. Bienheureusement Les initiatives libres et **les contingences demeurent**.
Les agriculteurs restent incontournables, mêmes s'ils sont perçus comme **le facteur limitant** pour satisfaire la demande sociale. **Les réalités au champ et au verger sont têtues**. Coûts de revient, droit social ou pouvoir d'achat, nécessité de se nourrir le sont tout autant. Une fois mis en sourdine **le bruit politico médiatique,** ce sont ces fondamentaux qu'il faut interroger pour faire de nouvelles hypothèses sur les évolutions à venir.
Le scénario le plus probable dans un premier temps très proche est sans doute celui d'une **augmentation des importations des fruits et légumes et de nouvelles diminutions de productions sur certains**. Tout comme il est à craindre une nouvelle **érosion de la consommation nourrie par les peurs et l'orthorexie ambiante**.

Mais, comme chacun sait l'avenir n'est pour autant pas écrit et il appartient à chacun d'agir pour **modifier le cours des choses**.
Gageons par exemple que le **GIS Fruits que nous avons créé en 2012** soit le lieu à partir duquel nous pourrons reconstruire le chainage du progrès et de l'innovation. C'est l'un des **outils** les plus prometteurs pour **la reconnexion des deux mondes.**
A mon sens, pour y contribuer plus nettement encore, tous les acteurs collectifs de la filière là, où ils sont en capacité d'agir, doivent s'approprier **la méthode de l'analyse prospective** que nous avons largement expérimentée. Ceci pour éclairer **le parti pris stratégique qu'ils voudront mettre en œuvre**. C'est exactement ce qui était souhaité avec les travaux que nous avions conduits. Ce sera la meilleure façon de contribuer à **remettre la serre et le verger au milieu du village global**.
Voilà, j'ai bien conscience de n'avoir **que survolé le sujet tant il est vaste et complexe**. Je sais aussi avoir choisi de mettre l'accent sur ce qui m'apparait être le déterminant essentiel pour les fruits et légumes en France. Ce que j'appelle **la déconnexion des deux mondes**. Elle s'est amplifiée depuis nos travaux de prospective. Si rien n'est fait nous pourrons rapidement passer de la prospective à la prédiction.
Une multitude d'autres éléments que nous avions su inventorier sont aussi à l'œuvre et doivent être pris en compte. Tout choix est pas nature réducteur de la complexité.
En conclusion, je dirai que même si nos travaux n'ont pas eu l'appropriation opérationnelle qui était souhaitée, les résultats ont infusés et diffusés chez les acteurs de la filière. Ils demandent une suite opérationnelle là où elle peut être conduite.
Il n'y a pas de travail prospectif inutile. Il n'y a **que des stratégies insuffisamment adossées à des prospectives sérieuses.**